



Munitions: la France tire ses dernières cartouches

Alors que la guerre en Ukraine rappelle l'importance d'une armée en bonne condition opérationnelle, les alertes se multiplient quant aux carences de l'équipement tricolore.

Par Thomas Morel

Il aura suffi d'une petite phrase, lâchée au détour d'un plateau télé, pour enflammer le débat. Invité de RFI, le 15 mars dernier, Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, avançait qu'en cas de conflit, les armées françaises se retrouveraient à court de munitions « en l'espace de quelques jours ». « Certains parlent de trois à quatre jours. On sait depuis longtemps que nous n'avons pas [...] la quantité qui nous permettrait de soutenir un conflit de longue durée. »

Trois semaines après le début de la guerre en Ukraine, ces propos jetaient une lumière crue sur les carences de la "mise en condition opérationnelle"

Un officier français dans la jungle brésilienne, à l'occasion d'un exercice. Depuis vingt-cinq ans, la France préfère acheter ses cartouches à l'étranger plutôt que les fabriquer elle-même.

mier plan. « Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, se sont posé la question: "À quoi bon stocker des munitions que nous n'utiliserons jamais?" », résume Christian Cambon.

D'autant que les armements récents, en plus d'être extrêmement coûteux — à titre d'exemple, le missile le plus performant des forces françaises, le missile moyenne portée (MMP) anti-char, approche les 200 000 euros —, ont une durée de vie limitée. C'est ainsi que, pour boucler des budgets de plus en plus tendus, les ressources consacrées aux armées ont servi de variable d'ajustement.

Entre 1990 et 2015, les moyens consacrés à la défense ont baissé de près d'un quart. Et si, depuis, ils sont repartis à la hausse, ils ne sont toujours pas revenus à leur niveau de 1990. « L'armée française reste la meilleure d'Europe, capable de se projeter en moins de vingt-quatre heures. Mais si elle couvre tout le spectre de la défense, nous n'avons plus l'épaisseur nécessaire à un conflit de haute intensité », regrette Christian Cambon.

Or, cette baisse des dotations a des conséquences concrètes sur le terrain. « On n'est pas du tout au niveau. La réalité est là, dans toutes les armées », alerte le sénateur. Le problème, explique-t-il, est que lorsque les réserves sont faibles, elles sont utilisées avec parcimonie.

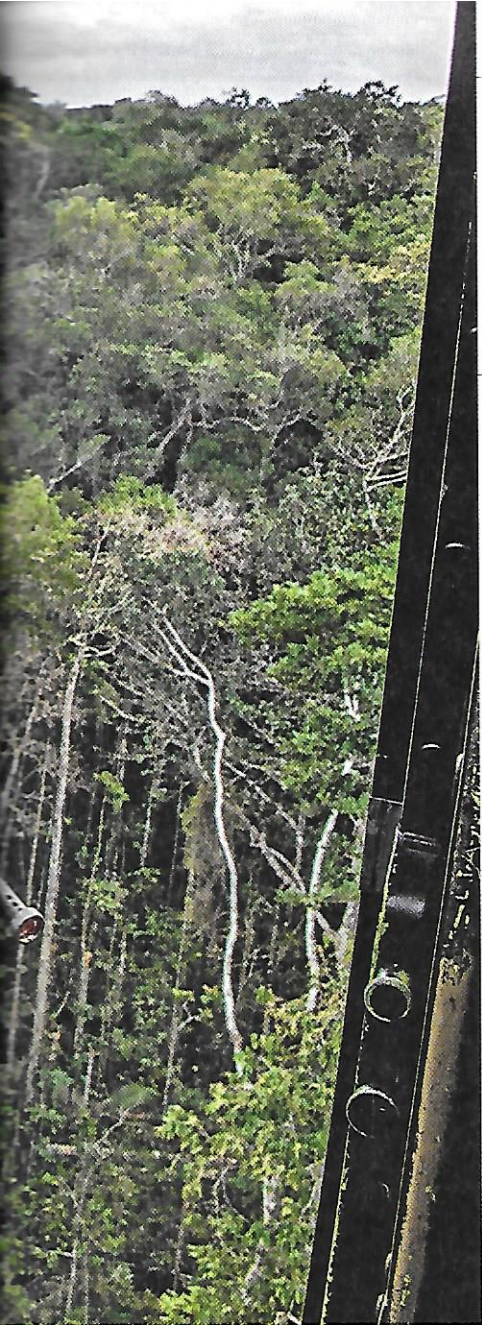
La Cour des comptes s'inquiète du sous-entraînement de la police

Sevrés de cartouches et d'obus intelligents, les soldats français sont ainsi contraints de limiter leurs entraînements. « Les chars partent en exercice avec la moitié des munitions qu'ils peuvent embarquer, pareil pour les navires de guerre. Fin 2019, le chef d'état-major de la marine, l'amiral

“FIN 2019, LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE S'ÉTAIT FIXÉ POUR OBJECTIF QUE CHAQUE CAPITAINE DE FRÉGATE TIRE, PENDANT LES DEUX ANNÉES DE SON COMMANDEMENT, UN MISSILE COMPLEXE. PAS DEUX, PAS TROIS, MAIS UN.”

Christophe Prazuck, s'était fixé pour objectif qu'à compter de 2022, chaque commandant de frégate tire, pendant les deux années de son commandement, UN missile complexe. Pas deux, pas trois, mais un », se désole Christian Cambon.

« On a aujourd'hui un problème d'entraînement des forces de sécurité intérieure, ajoute Nicolas Dhuicq, auteur en 2015, alors qu'il était député Les Républicains de l'Aisne, d'un rapport parlementaire sur la filière munitionnaire. Les gendarmes ne tirent pas assez, et pas en conditions réelles. Or, ce n'est pas du tout la même chose de tirer sur une cible fixe ou sur une cible mobile, en pleine foule. » En principe, un policier est censé effectuer, au minimum, trois séances par an. Or, selon un rapport de la Cour des comptes, plus de la moitié des policiers n'avaient pas effectué les trois séances réglementaires en 2017. À l'heure où la menace terroriste est permanente, la situation a de quoi inquiéter. Mais la situation est aussi critique en opération, rappelle Christian Cambon: « Lors de l'intervention en Libye, l'armée française avait dû →



MAURICIO LIMAYNT-REDUX/REA

des forces tricolores. Un constat résume à lui seul le manque de moyens: en l'espace d'une journée, le premier dimanche suivant l'invasion russe, les camions lance-roquettes de Moscou, les tristement célèbres “orgues de Staline”, ont tiré autant de munitions que la totalité de l'armée française en lance en une année entière.

De fait, Paris a depuis longtemps fait le choix de stocks de munitions réduits au minimum. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et encore plus après la fin de la guerre froide, les chefs d'État français comme européens se sont laissés progressivement bercer par l'illusion d'une “paix éternelle” sur le continent, qui rendrait inutile l'entretien d'une armée de pre-



faire appel à des munitions américaines parce qu'il lui manquait du matériel. »

« Si ce n'est que ça, commandons plus de munitions! », serait-on tenté de dire. Pas si simple. Des années à serrer la vis de l'approvisionnement ont considérablement amoindri la capacité de l'industrie française à répondre aux demandes de l'état-major. « Si je vous commande une bombe tous les deux ans, vous n'allez pas ouvrir une chaîne pour en produire cent, résume Christian Cambon. Si l'on voulait aujourd'hui commander certains missiles complexes, on sait déjà que l'on ne pourrait pas les recevoir avant au moins deux ans. » Et quand bien même la décision serait prise demain d'augmenter les capacités de production, les

effets ne se feraient pas sentir avant, au plus tôt, vingt-quatre à trente-six mois.

Pendant ce temps, les usines ferment

Plus grave, nombre de fournisseurs historiques ont disparu. Le cas de Manurhin est à ce titre emblématique. Entreprise centenaire, spécialisée dans la fabrication de machines-outils pour produire de munitions de petit calibre, elle a longtemps été un partenaire privilégié de la Direction générale de l'armement (DGA). Jusqu'à la fin des années 1990, quand le gouvernement de Lionel Jospin a considéré qu'il était plus économique d'acheter les cartouches sur étagère, auprès de fournisseurs étrangers, que de les fabriquer en France. Pendant vingt ans, Manurhin, malgré

une soixantaine de pays clients, parmi lesquels les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud ou encore l'Égypte, n'a plus rien vendu à l'État. Rémy Thannberger, président de l'entreprise de 2010 à 2018, s'en amuserait presque: « Nous étions la seule entreprise française de défense qui ne dépende pas pour un seul euro de la commande publique! » Un peu comme si Dassault ne vendait ses Rafale qu'à l'étranger... En fin de compte, après des années de difficultés financières — en l'absence du soutien de l'État, aucune banque française ne souhaitait accompagner la PME —, Manurhin a été placée en redressement judiciaire, puis rachetée par Emirates Defence Industries Company, le consortium industriel de défense des Émirats arabes unis.

La SAMP, Société des ateliers mécaniques de Pont-sur-Sambre, est un autre exemple de la vision strictement mercantile de la haute administration. Autre partenaire de longue date de la DGA, cette PME du Nord fournissait à l'armée de l'air les corps des bombes embarquées sur le Rafale. En 2009, le ministère de la Défense passe une commande pour 1200 unités et un programme d'études sur le développement de nouvelles munitions. Six millions d'euros d'engagements, auxquels la DGA renonce unilatéralement un an plus tard, entraînant la faillite de l'entreprise. Au patron furieux, on rétorqua simplement qu'il aurait dû se diversifier et trouver des clients à l'exportation. « *Mais comment voulez-vous qu'une entreprise qui fait un seul produit pour un seul client depuis des dizaines d'années se diversifie ?* », s'emporte Nicolas Dhuicq. « *Résultat, pendant de nombreuses années, les corps de bombe ont dû être achetés à l'étranger, à un tarif plus élevé que ce qu'on payait en France.* »

« *La situation est encore plus sensible pour les armements complexes que pour le petit calibre, renchérit Christian Cambon. S'il n'y a pas de prise de conscience des gouvernements comme des entreprises, la France se retrouvera dans la situation où elle dépendra entièrement de l'étranger pour ses achats.* » Car pendant que la France faisait résolument le choix de l'économie de marché, le reste du monde prenait, lui, le chemin inverse: les Émirats arabes unis bâtissent un conglomérat industriel important. La Turquie fait de même, comme en témoigne le succès à l'exportation de son drone Bayraktar TB2, redoutablement efficace en Ukraine. Israël s'est fait une spécialité du "retrofit" d'équipements plus anciens. Le Royaume-Uni a signé un contrat majeur, fin 2020, pour fabriquer, sur son sol, les munitions de tous calibres des armées britanniques pendant les



THÉRIY GACHON/L'ASOÉ MAXPPP

ABANDONNÉE PAR L'ÉTAT, MANURHIN A ÉTÉ RACHETÉE PAR LES ÉMIRATS ARABES UNIS. "L'ILLUSION QUE LE MARCHÉ NOUS FOURNIRA TOUJOURS UNE SOLUTION."

quinze prochaines années. Et début mars, l'italien Beretta a racheté le suisse Ruag Ammotec, leader européen de la fabrication de munitions de petit calibre.

Une volonté politique à géométrie variable

« *Il y a chez nos dirigeants l'illusion que le marché nous fournira toujours une solution* », regrette Nicolas Dhuicq. La crise sanitaire a pourtant rappelé à quel point la coopération internationale ne vaut qu'en temps de paix. Lorsque tout le monde s'est mis à chercher des masques chirurgicaux, la "bonne entente" a laissé place au Far West: les Américains n'ont pas hésité à sortir des valises de billets pour

racheter comptant, sur la piste d'un aéroport chinois, plusieurs millions de masques qui devaient approvisionner les Ehpad de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La tendance peut-elle être inversée? « *Oui* », répondent en chœur les spécialistes de la filière. « *Si la décision était prise tout de suite, il faudrait à peine vingt-quatre à trente-six mois pour redevenir autonomes en matière de munitions de petit calibre* », assure Rémy Thannberger. « *Remonter une filière, c'est d'abord une question de volonté politique* », martèle de son côté Nicolas Dhuicq quand on lui pose la question. Le rapport qu'il avait publié en 2015 évaluait à 100 millions d'euros l'investissement nécessaire pour relancer la production de munitions sur le sol français, soit à peu de chose près le coût d'un Rafale.

Le problème, c'est que la volonté politique est souvent à géométrie variable. Là encore, le cas de Manurhin a valeur d'exemple: sous l'impulsion de Gérard Longuet, en 2011, puis de Jean-Yves Le Drian, début 2017, alors qu'il était encore ministre de la Défense, l'État a fait le choix de relancer une filière de munitions de petit calibre qui aurait ensuite pu équiper tout à la fois l'armée, le ministère de l'Intérieur, les Douanes et la pénitentiaire. Mais à chaque fois, à la défaveur d'un changement de gouvernement, le projet a été enterré.

Comme pour la SAMP, l'industrie militaire française, dépendante de la commande publique, est toujours à la merci d'un caprice politique. Nicolas Dhuicq de conclure: « *Les dirigeants chinois raisonnent à cinquante ans. En France, cela fait vingt ans qu'il n'y a plus de réflexion stratégique. Tant qu'on n'aura pas à nouveau des gouvernants avec une culture historique profonde, une connaissance charnelle du territoire et une volonté politique claire, rien ne pourra aboutir.* » ●